



DECLARATION

de l'Union Départementale CGT des Bouches du Rhône

après le 1^{er} tour des élections municipales

Le taux d'abstention avoisinant les 35% met en évidence que les politiques antisociales des gouvernements successifs, répondant aux intérêts du monde de la finance, du grand patronat, au détriment des intérêts des travailleurs et des populations alimentent un rejet important de la politique. Force est de constater que les politiques menées aujourd'hui sont les mêmes qu'hier, alors que ce gouvernement s'est fait élire sur une promesse de changement.

Ce taux d'abstention historiquement élevé pour des élections municipales, confirme que les logiques d'austérité ne répondent ni aux revendications des salariés, ni aux attentes des populations bien au contraire : augmentation du chômage, diminution des salaires, aggravation de la précarité, démantèlement de notre protection sociale...

Ces politiques ultralibérales, au service des plus riches et du Medef, qui se succèdent et se généralisent (nombreuses attaques contre les retraites, l'assurance chômage, la branche famille, institutionnalisation des ruptures conventionnelles, l'ANI, le pacte de responsabilité...) sont de véritables attaques contre le monde du travail, organisant ainsi la mise en concurrence des salariés, l'opposition entre français/immigrés/jeunes/retraités et salariés/privés d'emplois.

L'injustice sociale et le recul des valeurs de solidarité alimentent les idées d'extrême droite, fondées sur le concept de préférence nationale, voulant nous faire oublier leur objectif ultralibéral et pro MEDEF. La colère des salariés est justifiée mais elle ne doit pas être instrumentalisée.

Le signal lancé par les salariés, les populations, suite au 1^{er} tour des élections municipales, met les partis politiques devant leur responsabilité à répondre à la satisfaction des besoins sociaux. Ces résultats imposent à toutes les forces progressistes de construire, avec les travailleurs et les populations, une véritable politique de transformation sociale en rupture totale avec les politiques d'austérité menées aujourd'hui.

Plus que jamais, la mobilisation des travailleurs, des privés d'emplois, des jeunes, des retraités est nécessaire pour imposer d'autres choix de société.

Parce qu'il faut gagner le progrès social, une justice sociale, une autre répartition des richesses au service de l'intérêt général, la CGT contribuera, avec tous ceux qui ont intérêt à ce que les choses changent, à tout mettre en œuvre pour construire le rapport de force nécessaire.

Marseille, le 26 mars 2014